

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

COMMUNE DE SPEZET

Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)

Monsieur le Maire de SPEZET

Objet du marché

Curage de la lagune de traitement des eaux usées

Remise des offres

Date limite de réception : **le 3 avril 2017 à 12h00**

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Les prestations, objet du présent marché relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Elles concernent :

Le curage de la lagune de traitement des eaux usées de la commune de SPEZET

- curage du premier bassin de la lagune, conformément aux préconisations de la société SAUR service VALBE, qui a réalisé la bathymétrie, le plan d'épandage et le dossier loi sur l'eau,
- épandage des boues conformément au plan d'épandage joint au présent dossier,
- petits travaux de génie civil consistant à la réalisation / mise en place d'une cloison siphonée dans l'ouvrage d'entrée de la lagune, le remplacement de l'ouvrage d'entrée tout entier pouvant être envisagé,

Les lieux d'exécution seront indiqués au titulaire du marché par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

1.2.1 Allotissement

la présente consultation n'est pas allotie

1.2.2 Fractionnement en tranches

Le présent marché ne fait l'objet d'un fractionnement en tranches

1-3. Intervenants

1-3.1. Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements mentionnés à l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et aux articles 133 à 137 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Au sein de la maîtrise d'ouvrage la maîtrise d'œuvre est assurée par :

Monsieur le Maire de SPEZET
Mairie de SPEZET,
Rue Eugène HENAFF
29540 SPEZET
Tel : 02 98 93 80 03
Fax : 02 98 93 94 21
Mail: mairiespezet@wanadoo.fr

Il est chargé d'une mission comprenant :

- L'assistance à la programmation des travaux par le maître d'ouvrage ;
 - L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
 - La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
 - L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;
- et bénéficie d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'aider dans la réalisation des éléments de mission sus-mentionnés.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé seront précisées, s'il y a lieu, au moment de la planification des travaux.

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8. Autres intervenants

Sans objet.

1-4. Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion

Sans objet.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

En application de l'article R 324-4 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixés à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article 324-4 du code du travail.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-30 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application de l'article R 324-7 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixés à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître de l'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article 324-7 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et aux articles 133 à 137 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-6.3. Assurances

A. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

B. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Les titulaires et, leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG, leurs polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

- Pendant les travaux :
- dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;

- dommages matériels et immatériels : 750 000,00 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 € ;
- Après les travaux :
 - tous dommages confondus par sinistre et par année : 1 500 000,00 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000,00 €.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont :

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Mémoire technique de l'entreprise.

B - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'Arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-1.1. Retenue de garantie :

- Sans objet ;

3-1.2. Assurances :

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur ainsi que les co-traitants et sous-traitants désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

3-1.3. Contenu des prix

3-1.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les 10 jours à compter de la demande de la PRM ou du maître d'œuvre et conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 10.34 du CCAG, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires autres que ceux exigés à l'article 3 du Règlement de la Consultation à compter de la demande de la PRM ou du maître d'œuvre ;

L'absence de production de la décomposition demandée dans le délai imparti fera obstacle au mandatement du premier acompte qui suit la date d'exigibilité de la dite pièce.

3-1.5. Travaux en régie

Sans objet.

3-1.6. Modalités de règlement des comptes

- Les prix sont hors TVA
- Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées forfaitairement suivant la décomposition du prix global et forfaitaire jointe

- Les comptes seront réglés sur situations correspondant à l'avancement de la prestation
- La fréquence des situations ne sera pas inférieure à 1 mois
- Le projet de décompte final devra être transmis ou déposé par l'entrepreneur au secrétariat de la mairie dans les 15 jours qui suivent la date d'effet de la réception des travaux.
- Les sommes dues à l'entrepreneur seront virées au compte ouvert à son nom comme indiqué sur l'acte d'engagement.

3.1.7. Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé à **30 jours**. Le délai de paiement comprend le délai du visa par le Maître d'œuvre, le mandatement par le Maître de l'Ouvrage et le virement du percepteur.

3-2. Variation dans les prix

3-2.1. Les prix sont fermes et définitifs

3-2.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3-3. Modalités de paiement

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.5 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.7 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;

- Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Pour l'application des articles 13.511 et 13.54 du CCAG, le terme "demande de paiement" est substitué à celui de "attestation".

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

La durée du marché est fixée à un (1) mois, hors prolongations éventuelles.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Les dispositions des 2^{ème} et 3^{ème} alinéas de l'article 20.1 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4.2. Documents fournis après exécution

Sans objet.

4-4.3. Documents nécessaires à l'exécution du marché

En cas de non respect des délais fixés à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50,00 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 100,00 €.

4-4.5. Autres pénalités diverses

sans objet

ARTICLE 5. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

5-1. Provenance des matériaux et produits.

Sans objet.

5-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

5-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

5-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 6. IMPLANTATION DES OUVRAGES

6-1. Piquetage général

Sans objet.

ARTICLE 7. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

L'entrepreneur est tenu de soumettre au visa du maître d'ouvrage le programme d'exécution (planning prévisionnel).

La période de préparation du chantier fait partie du délai d'exécution.

7-2. Études d'exécution des ouvrages

Un plan d'exécution et un chiffrage de l'ouvrage d'entrée de la lagune seront fournis, qu'il s'agisse d'un nouvel ouvrage ou de la modification de l'existant.

ARTICLE 8. SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

L'entrepreneur doit prendre en permanence les précautions et mesures pratiques qui s'imposent pour éviter les accidents, tant à l'égard des ouvriers qu'à l'égard des tiers intervenant sur le site. Il est tenu de se conformer aux exigences en vigueur depuis le 1er janvier 1997 pour les installations d'accueil des salariés sur le chantier.

Chaque entrepreneur est seul responsable de tous les accidents que l'exécution de ses travaux, ou le fait de ses agents ou ouvriers, peuvent causer à toute personne, et s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage contre tout recours qui pourrait être exercé contre lui du fait de l'inobservation de l'une quelconque de ses obligations.

L'entrepreneur veillera à respecter les charges limites des voies publiques que ses engins auront à emprunter. Toute dégradation constatée sera réparée aux seuls frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra, à toutes fins utiles, faire établir à ses frais, un rapport d'expertise préalablement à ses travaux. En l'absence d'un tel document, l'entrepreneur ne pourra pas contester la nécessité de réparer toute dégradation constatée par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

L'entrepreneur assurera, en cours de travaux, le suivi des volumes curés et informera quotidiennement le Maître d'Ouvrage de l'avancement de la prestation.

L'entreprise assurera le contrôle réglementaire du suivi de l'épandage.

9.2. Réception

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière

9-3. Documents fournis après exécution

L'ensemble des documents officiels ou contractuels seront remis selon les quantités imposées par l'administration, + 2 exemplaires pour le Syndicat.

Conformément au CCTP, il sera remis avant réception, les registres du suivi d'épandage et des analyses prescrites.

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière

9-4. Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9-5. Garanties particulières

Sans objet.